



**Keith A. Bezanson**

**EXPOSÉ PRONONCÉ DEVANT LE  
COMITÉ DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

**26 novembre 1991**



Je vous remercie de votre invitation et suis heureux de pouvoir m'entretenir avec vous de ce qui préoccupe le CRDI et de ses orientations. C'est la première fois que j'ai l'occasion de venir devant le comité dans l'exercice de mes nouvelles fonctions. J'ai, en effet, assumé la présidence du CRDI il y a environ six mois et je considère un grand honneur que le Conseil des gouverneurs m'ait désigné à ce poste et que le gouverneur en conseil ait entériné ce choix.

Nous sommes confrontés à des défis nouveaux et sans précédent et, comme le mentionnait Madame Wardlaw, la stratégie qui a, tout récemment, reçu l'aval du Conseil des gouverneurs délimite le cadre d'action qui mettra le CRDI en condition d'affronter ces défis au cours des années quatre-vingt-dix.

### ***LES ANNÉES 1980 : LA DÉCENNIE PERDUE***

Dans les années 1980, les Nations Unies entraient dans la troisième décennie du développement. Or, il est courant d'entendre les étudiants en développement international et les pays du Sud parler de cette période comme d'une «décennie perdue». L'expression «decada perdida», désignant en particulier la période qui court de 1981 à 1991, est entrée même dans le vocabulaire courant de l'Amérique latine. Pendant ces dix années, il fallait parfois se surmonter pour demeurer optimistes sur l'avenir du développement.

Faisant référence à cette même période, Nafis Sadik, directrice générale du Fonds des Nations Unies pour la population, confiait dans une allocution récente avoir reçu, par la voie d'une des grandes innovations de ce siècle, le télécopieur, un message anonyme dont la teneur était celle-ci : «À cause des restrictions budgétaires et pour des raisons d'économie, la lumière au bout du tunnel a été coupée jusqu'à nouvel ordre.»

Nous avons tous conscience de la situation et des éléments qui ont engendré l'impression que la lueur entrevue au bout du tunnel, qui se nomme développement, s'est éteinte. Les années 1980 ont enregistré un écart grandissant entre pays riches et pays pauvres; par rapport aux régions moins favorisées, les pays industrialisés se sont enrichis à une cadence effarante; nombre de pays qui ont accédé à ce statut durant ces années ont évolué à pas de géant, du moins sur le plan économique, mais la plupart des pays du Sud se sont enlisés ou ont régressé. Les gains importants pour lesquels nous avons lutté dans les années 1960 et 1970 - croissance économique globale, progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'habitation, de l'emploi - ont subi une érosion profonde et pris une tournure parfois dramatique.

À côté de tous les aspects négatifs qui jalonnent cette période, nous pouvons entrevoir, rétrospectivement, beaucoup d'éléments positifs qui ouvrent de perspectives favorables au développement. On constate, dans l'ensemble des pays en développement, une tendance à limiter la taille de l'appareil gouvernemental et ses dépenses, au profit d'une plus grande efficacité; les gouvernements et la communauté internationale semblent mieux comprendre que la réforme de l'économie et des structures ne peut se faire au dépens du progrès social; l'étendue et la nature même de la dette internationale ont permis aux pays du Nord et du Sud d'affronter le problème sous un angle commun et certains pas dans la bonne direction ont été accomplis; le constat de l'état écologique de la planète et le lien entre environnement et développement ont projeté cette grande question au premier plan de la scène politique et de la prise de décision. Et, peut-être plus important encore, les années 1980 nous ont fait prendre davantage conscience de notre interdépendance et du fait que les grandes questions du développement débordent les confins des pays émergents.

## **LA NOUVELLE DÉCENNIE : UNE OCCASION HISTORIQUE UNIQUE**

Nous voilà à un tournant de l'histoire. Notre globe est placé devant des problèmes d'une ampleur sans précédent et des possibilités jamais connues auparavant. Les pressions qui s'exercent sur notre milieu de vie du fait de la poussée démographique et d'une croissance économique énergivore et sans cesse plus avide de ressources ne sont plus le seul apanage du monde développé mais s'étendent rapidement au Tiers-Monde. Cependant, de nouvelles opportunités surgissent grâce aux avancées de la science et de la technologie et le nombre de scientifiques, d'ingénieurs et de spécialistes s'accroît dans presque tous les pays à un rythme plus grand que celui de la population. Nos connaissances s'élargissent de jour en jour. Je citerai, à cet égard, le rapport publié en janvier 1991 par le World Resources Institute :

«Selon une perspective historique, l'humanité dans son ensemble se situe au faîte de la courbe d'apprentissage qui lui donnera la clef de la compréhension de l'univers, de notre planète et du système biologique dont nous, humains, faisons partie intégrante.

L'époque formidable de l'approfondissement accéléré de la compréhension scientifique de notre monde est également celle où les technologies de pointe pénètrent rapidement dans le tissu social.»

Lors d'une tribune très remarquée - la conférence de Haworth du 28 mars 1991 - Harvey Brooks choisit d'approfondir le thème de «La problématique globale et la transition vers une économie mondiale». Nous sommes, dit-il, dans une phase de transition...

«... une transition conduisant soit à la catastrophe et à la désintégration sociale soit à une société mondiale dont la croissance sera harmonieuse (croissance du bien-être pro capite, mais conjuguée à une diminution constante de la croissance démographique). Si nous optons pour cette deuxième solution, nous devons préparer le terrain et nous comporter en conséquence pendant le demi-siècle à venir, c.-à-d. jusque vers l'an 2040. C'est un laps de temps très court, mais pas trop au vu des remarquables transformations technologiques et sociales qui se sont produites dans les cinquante dernières années avec une affectation de ressources humaines relativement limitées à l'élaboration et à la gestion du changement.»

Brooks faisait valoir de manière percutante que le grand virage des cinquante prochaines années peut être ménagé de façon à éviter la catastrophe et à placer l'humanité sur la voie d'une croissance durable à l'échelle mondiale. Pour ce faire, suggérait-il, il convient d'envisager «une révolution dans la place que l'économie mondiale et les infrastructures publiques feront à la R - D ... ce qui pourrait se comparer, du moins quantitativement, avec l'évolution de l'économie militaire des É.-U. au cours des cinquante dernières années.»

Il y a eu, dans les dernières années, quelques signes annonciateurs laissant croire que le Japon est déjà engagé sur cette voie. Une étude très récente révèle que chez nombre de grandes sociétés nipponnes la part consacrée à la R - D dépasse déjà l'investissement en capitaux fixes.

Le monde est au seuil d'un nouvel âge et les percées de l'informatique et de la télématique laissent présager une grande mutation. La création, diffusion et mise en oeuvre du savoir sera l'élément déterminant du progrès. Les personnes qui ont la maîtrise de la gestion, les compétences et l'éducation spécialisée voulues et qui s'aident des technologies appropriées sont à l'avant-garde. Dans

nos sociétés de marché, la productivité, la compétitivité et l'efficacité sont les clés du succès. C'est sur le facteur humain, plus que sur le capital, que la croissance s'appuie désormais. Donc, les pays en développement doivent tenir compte de ces changements dans l'élaboration de leurs stratégies de développement social et économique. À l'approche du nouveau millénaire, c'est le savoir - son accessibilité et l'habileté à le produire, l'adapter, le propager et l'appliquer - qui fera la différence entre pays développés et en développement, entre riches et pauvres. Les individus et les peuples possédant ces qualités pourront s'affranchir et tirer parti du nouvel ordre mondial; ceux qui ne les auront pas seront de plus en plus marginalisés et laissés pour compte.

### **INCIDENCE SUR LES RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT**

En mai 1990, le CAD a tenu une réunion spéciale d'experts pour examiner les effets de ces transformations rapides sur le développement. Plusieurs experts de haut niveau dans le domaine de la politique économique et scientifique, dont plusieurs étaient originaires de pays en développement, ont participé aux débats au côté des conseillers en matière de politique scientifique et technologique des organismes d'aide. Trois grands thèmes sont ressortis des débats du CAD et ont été résumés dans le rapport 1991 de l'OCDE, *«Coopération pour le développement»*, en ces termes :

« -L'exigence principale est que les pays les plus démunis renforcent leur capacité d'évaluer, sélectionner et appliquer les technologies adaptées à leurs situations individuelles.

-La "production" d'une science et d'une technologie adaptées aux plus démunis pose des problèmes particulièrement difficiles. Du fait de l'insuffisance du pouvoir d'achat de ces pays, conjuguée à l'orientation de la majeure partie de la R - D mondiale, leurs besoins sont dans une large mesure négligés. Il leur est aussi difficile de suivre les dernières tendances et développements. Il faut trouver des moyens de remédier à ces problèmes fondamentaux ...

-Pour ce qui est des donateurs, le message principal est qu'ils doivent avoir essentiellement pour objectif (c'est moi qui souligne) de contribuer à la création de véritables capacités scientifiques et technologiques nationales dans les pays les plus démunis... »

Au cours des vingt dernières années, les investissements en matière de R - D ont connu une expansion significative et même impressionnante dans les pays en développement et les pays subventionnaires apportaient à cet effort un concours croissant. Néanmoins - par delà l'éloquence des chiffres - les ressources investies pour la R - D dans le Sud ne constituent qu'une petite fraction de l'effort global qui a été consenti. Le tableau illustre cet état de choses.

Considérant que près de quatre millions de personnes vivent dans le monde en développement, la part consacrée à la R - D n'excède pas, annuellement, 5 \$ par tête. Au Canada, notre apport pro capite à la R - D était de 260 \$ environ en 1989, tandis que par comparaison il s'élevait à 600 \$US aux États-Unis. Dans le secteur privé, le poste consacré par General Motors à la R - D en 1990 était de 5,3 milliards de dollars et le budget d'IBM avoisinait 4,9 milliards. Les dix premiers investisseurs en R - D des États-Unis ont dépensé plus en 1989 que tous les pays en développement réunis.

## DÉPENSES AU TITRE DE LA R ET D ET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Total des dépenses au titre de la R -D, pays membres de l'OCDE, 1989	309 milliards \$US <sup>1</sup>
Total des dépenses au titre de la R - D, É.-U., 1991	157 milliards \$US <sup>2</sup>
APD de l'OCDE et des pays arabes	55 millions \$US <sup>3</sup>
Budgets de R - D des dix principales sociétés des É.-U., 1991	23 milliards \$US <sup>4</sup>
Total des dépenses au titre de la R - D dans l'ensemble des pays du Tiers-Monde, 1991	20 milliards \$US <sup>5</sup>
Dépenses brutes du Canada au titre de la R - D, 1989	7,2 milliards \$US <sup>6</sup>
Budget global au titre de la R - D, General Motors Corporation, 1991	5,4 milliards \$US <sup>7</sup>
Apport des pays membres du CAD/OCDE à la R - D dans l'ensemble des pays en développement	2,0 milliards \$US <sup>8</sup>

(Octobre 1991)

## LE CRDI DANS LE NOUVEAU CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT

Les événements des années 1980 et le contexte radicalement transformé dans lequel s'inscrivent les efforts déployés en faveur du développement ont amené le CRDI à revoir à fond sa mission, ses activités et ses orientations stratégiques. Cet effort de réflexion a été initié par mon prédécesseur, Ivan L.

<sup>1</sup> Données de 1989 provenant de la base de données STIID de l'OCDE (mai 1991). Pour les pays suivants : Australie, Belgique, Islande, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Yougoslavie, les données sont celles de l'année 1988

<sup>2</sup> Banque de données STIID de l'OCDE (mai 1991, chiffres estimatifs)

<sup>3</sup> Estimation pour l'année 1989, Comité de l'aide au développement de l'OCDE et PNUD

<sup>4</sup> Business Week, 1<sup>er</sup> juillet 1991

<sup>5</sup> Estimation du CRDI pour l'année 1991, fondée essentiellement sur les données provenant de l'UNESCO

<sup>6</sup> STIID OCDE, *op. cit.*

<sup>7</sup> Business Week, 1<sup>er</sup> juillet 1991

<sup>8</sup> Estimation du CRDI pour l'année 1991, fondée sur les données fournies par une étude de John P. Lewis. CRDI-MR160e, septembre 1987



Head, au printemps de 1990 et le processus a pris fin en octobre de cette année, lorsque le Conseil des gouverneurs a approuvé la «Stratégie 1991» dont M<sup>me</sup> Wardlaw a déjà parlé. Essentiellement, la stratégie a pour but de faire en sorte que le CRDI tire le meilleur parti possible de son avantage comparatif et de le doter des instruments permettant au Centre et, par extension, au Canada de faire face aux principaux défis que pose le développement à notre époque.

Notre mission s'énonce brièvement ainsi :

### **S'AFFRANCHIR PAR LE SAVOIR**

Elle se fonde sur le rapport explicite entre savoir et développement car le savoir s'avère déjà et, comme je l'évoquais tout à l'heure, constituera de plus en plus l'élément déterminant du développement et le facteur qui différenciera les riches des pauvres. La recherche suscite le savoir et, par voie de conséquence, promeut le développement. L'avantage comparatif que nous avons en tant qu'organisme voué à la recherche est immense : notre mission nous place au creuset même où se forge la notion de développement.

Cela dit, force est de reconnaître que les ressources à notre disposition sont limitées et assurément disproportionnées à l'ampleur de la tâche. Nous ne sommes ni un organisme mondial de développement ni un organisme à vocation régionale ou une agence spécialisée. Ce qui caractérise notre action est plutôt le «créneau» que nous devons chercher constamment à occuper pour tracer la voie que les autres ne parcourent pas. Un tel effort exige que nous nous adaptions sans cesse afin de tenir ce qui est le nôtre : celui d'une institution qui exerce sa réflexion et qui oeuvre à la fine pointe du savoir pour que le développement devienne une réalité.

Le CRDI s'est engagé dans un processus de transition ambitieux conçu pour accroître notre efficacité et nous rendre souples, prompts à réagir, disposés à entreprendre, aptes en somme à mettre pleinement en valeur notre avantage comparatif et à consolider notre place de chef de file dans le domaine du développement et de promoteur des moyens nécessaires à cette fin. Voici quelques-unes des mesures adoptées durant la phase de transition :

- le nombre de cadres supérieurs sera diminué de 50 %, les niveaux de gestion passant de 5 à 3;
- le nombre de divisions sera réduit de 11 à 6;
- le nombre de postes subira une compression de 20 % à l'échelle du Centre;
- les six bureaux régionaux du CRDI seront appelés à des responsabilités plus étendues dans la gestion des projets et auront des pouvoirs spécifiques en matière d'élaboration des stratégies régionales;
- nos procédures obéiront à une plus grande rigueur, avec accent sur une gestion responsable plutôt que sur des contrôles tatillons;
- une réduction drastique de nos dépenses administratives sera appliquée, afin que les chercheurs puissent idéalement bénéficier des affectations d'aide au développement dans une proportion de 70 %;
- nos programmes seront plus focalisés, notre action se concentrant dans des domaines de programme moins nombreux;
- de plus amples responsabilités seront déléguées à nos partenaires en recherche, notamment dans le domaine de l'administration (compte tenu également des capacités de recherche remarquables acquises par les pays du Tiers-Monde depuis 1970);
- la création d'un nouveau programme d'initiatives canadiennes est envisagée au sein de la nouvelle Division des affaires institutionnelles; l'objectif visé par cette nouvelle ouverture est de

**mobiliser les meilleures énergies du pays tout en permettant aux compétences canadiennes d'oeuvrer à la solution des problèmes de notre monde et en associant également le secteur privé à ce projet;**

**- nous poursuivrons une action commune et complémentaire avec l'ACDI et la recherche de sources de financement diversifiées afin d'intensifier notre action, répondre aux besoins de l'heure et mieux servir, par l'affranchissement que procure le savoir, la cause du développement.**